

DONNACONA — Près de 400 élèves fréquentant la polyvalente de Donnacona ont bloqué la route 138, lundi matin, pour réclamer le retour des arts dans la grille horaire.

Au lieu de rentrer à l'école, les étudiants, âgés entre 14 et 17 ans, ont envahi la rue principale de l'endroit, forçant les policiers à détourner la circulation. Après avoir rencontré une délégation d'étudiants, la direction a finalement accepté d'accorder aux élèves le choix entre les cours d'art et de méthode et s'est engagée à ne pas sévir contre les manifestants. Sortez vos cartes de membres... (PC)

CARAQUET — Une foule de pêcheurs en colère s'est attaquée à coups de roches et de briques à la maison et au bureau de comté du ministre des Pêches du Nouveau-Brunswick, lundi soir.

Entre 500 et 750 pêcheurs ont brisé plusieurs fenêtres de la résidence du ministre Bernard Thériault. Le ministre et sa famille n'étaient pas présents au moment des faits.

Les crabiers s'opposent au partage de leurs quotas avec les pêcheurs côtiers. (PC)

MONTREAL — Il y a eu la Marche des femmes contre la pauvreté en juin 1995; il y aura la Vigile des femmes contre la pauvreté, ou le «24 heures des femmes», les 1^{er} et 2 juin prochains.

Des femmes encercleront alors l'Assemblée nationale pendant 24 heures, formant une chaîne humaine pour appuyer leurs revendications. À deux semaines de l'événement, quelque 1000 inscriptions ont été reçues.

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Le mercredi 22 mai 1996 

À 12h30

La solidarité
nous amène
au Méridien

On s'est battu hier On se bat aujourd'hui



Dans un survol dramatique des luttes menées hier et aujourd'hui par les membres de la CSN, le vice-président Roger Valois a fait ressortir à quel point on se bat dans cette centrale. Il a illustré les efforts de la CSN à se donner des moyens collectifs pour que les travailleuses et les travailleurs puissent passer à travers tous les obstacles, des lois spéciales à la police et aux scabs.

En présence de centaines de membres en conflit, fortement applaudis par le congrès, Roger Valois a décrit comment la CSN a lutté pour défendre les travailleuses et les travailleurs dans tous les secteurs, dans toutes les régions, pour toutes les catégories d'emploi. Prenant Montsiquieu à témoin, il a lancé aux syndicats: «*Battez-vous! Les libertés s'en porteront mieux.*» Ce qu'a rejoint Gérald Larose en affirmant que le syndicalisme demeurerait un rempart quotidien pour protéger les libertés.

En conférence de presse, hier midi, le vice-président a sommé à nouveau le ministre Matthias Rioux de restaurer l'article 45 du Code du Travail pour éviter la répétition d'injustices comme celle qu'on est en train de faire subir aux employées du Méridien.

Important jugement pour le Syndicat du Centre hospitalier Saint-Augustin



Gilles Lamontagne est agent de griefs du syndicat FAS-CSN au Centre hospitalier Saint-Augustin qui a refusé, en vertu de son code d'éthique, de défendre un membre congédié pour harcèlement sexuel.

Le tribunal du Travail a donné raison au syndicat: «*On ne peut reprocher au syndicat d'avoir mis en balance les intérêts du requérant et le droit des employés féminins de travailler sans être constamment victimes des farces et gestes dégradants pour elles*», a écrit le juge Louis Morin.

Voir page 3

Finances publiques: débats animés

Robert Boucher

Les propositions sur les finances publiques, qui reviennent en plénière, ont donné lieu à des débats animés en atelier.

Dans l'ensemble, les délégués ont exprimé leur inquiétude devant l'augmentation de la dette publique et les conséquences désastreuses sur les exigences essentielles de la mission sociale de l'État.

On adhère d'emblée à la proposition qui exige un contrôle serré des dépenses publiques et une gestion par priorités. De même, une plus grande progressivité de l'impôt des particuliers, mais surtout un impôt minimum pour les sociétés et la fin des échappatoires fiscales, semblaient

aller de soi pour la majorité des délégués.

Bien que recueillant également une large adhésion, les propositions sur la corvée de la dette publique suscitaient cependant beaucoup de questions et d'inquiétudes. Des explications plus détaillées étaient exigées et plusieurs personnes ont souligné qu'elles avaient un peu plus de difficulté à y adhérer. D'autres sont venues cependant témoigner que leurs membres étaient inquiets de l'ampleur de la dette publique et trouvaient essentiel que la CSN avance des propositions concrètes et crédibles sur cette question.



Les gouvernements, disait un intervenant, ont l'habitude de gérer à court terme. Il faut les forcer à penser à long terme et à s'engager à régler

le problème de la dette puisque c'est le poste qui augmente le plus dans les dépenses gouvernementales.

Un plaidoyer de Broadbent pour les droits

Guy Ferland

Il est faux de prétendre que la reconnaissance des droits humains, que l'on associe généralement aux régimes démocratiques occidentaux, découlera automatiquement de l'augmentation du commerce avec les pays en voie d'industrialisation rapide. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la situation des travailleurs en Chine, en Thaïlande ou en Indonésie particulièrement, trois pays instamment courtisés par l'«Équipe Canada» de Jean Chrétien, et où l'on pratique ouvertement la

torture, le viol et l'assassinat, selon le président sortant du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, Ed Broadbent. Plus près de nous, on connaît aussi la terrible situation qui prévaut dans les zones franches du Mexique, et dont le *Quotidien du congrès* faisait état dimanche.

M. Broadbent a plaidé devant le congrès pour que la promotion des droits se fasse en même temps que le développement de nouveaux mar-

chés, et invité le Canada à user de leadership pour faire adopter une clause sociale par l'Organisation mondiale du commerce qui garantirait les droits fondamentaux des travailleurs, pas seulement ceux des compagnies, et qui exclurait la santé et l'éducation de la coupe des lois du marché en laissant la gouverner au secteur public. Il a évoqué à ce propos l'influence passée du Canada sur le plan international, l'ancien premier ministre Mulroney n'ayant pas hésité à affronter Margaret That-



cher pour réclamer avec succès des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, lesquelles ont conduit à l'élimination de l'apartheid dans ce pays.

L'ancien chef du NPD canadien a rendu cet hommage à la CSN: «Je connais très bien votre histoire, vous avez toujours travaillé pour la justice sociale, pas seulement pour vos membres, mais pour tout le monde.»

Pas une blague!

Le racisme et la discrimination, cela n'a rien de drôle. C'est ce qu'ont rappelé hier midi le président Gérald Larose et la présidente du Comité fédéral sur l'immigration, Rosalia Leon, en dévoilant le numéro de la boîte vocale confidentielle où on pourra appeler, même à frais virés, si on a besoin d'aide: 1-888-598-2405.



Quand la dignité l'emporte sur la procédure

Lucie Laurin

«C'est sûr que le premier réflexe d'un syndicat, c'est de défendre un membre qui a été suspendu puis congédié. C'était quand même un gars marié, des enfants, 23 ans d'ancienneté. Mais tout le monde a le droit de travailler dans un climat sain; un syndicat ne peut pas laisser un de ses membres avilir les autres et dégrader leurs conditions de travail sans réagir. Déjà, s'occuper de malades chroniques est une tâche plutôt ingrate. On n'a jamais le plaisir de voir guérir les bénéficiaires; quand ils partent, c'est les pieds devant.»

Quand même, comme agent de griefs du Syndicat des employés du Centre hospitalier Saint-Augustin, dans la région de Québec, Gilles Lamontagne n'a pas trouvé ça facile quand il a fallu refuser de défendre un membre. C'est une chose d'approuver en conseil fédéral un code d'éthique contre le harcèlement sexuel, puis de le présenter à l'assemblée générale. Mais c'en est une autre de l'appliquer dans la vraie vie...

Gilles Lamontagne ne se doutait pas que le harcèlement sexuel pratiqué par un travailleur avait totalement empoisonné l'atmosphère dans une section où travaillaient trois syndiquées.



Lucie Laurin, du *Quotidien du congrès*, en entrevue avec Gilles Lamontagne, agent de griefs du Syndicat du Centre hospitalier Saint-Augustin (FAS-CSN).

Les trois travailleuses s'en étaient plaintes à l'employeur, et le travailleur avait été suspendu.

«Nous avons quand même suivi la procédure habituelle et déposé un grief, explique Gilles Lamontagne. Mais parallèlement, nous avons déclenché notre propre enquête.»

Les deux enquêteurs syndicaux eurent tôt compris que les femmes ne se plaignaient pas pour rien. Ils étaient deux travailleurs à les harceler (l'autre était syndiqué à la FIIQ), qui se relançaient; c'était à celui qui se montrerait le plus «cruiseur». Ça faisait trois ans qu'elles enduraient ça. La moindre de leurs paroles, le plus bénin de leurs gestes était sitôt interprété à double sens; chaque jour, des remarques osées sur leur tenue vestimentaire quelle qu'elle soit — *«je ne savais plus comment m'habiller; je ne me coiffais plus, je ne me lavais plus»*, a dit l'une d'elles; des téléphones familiaux à domicile; des caresses, des massages, des petits becs, des frôlements obscènes, etc. Quand elles devaient travailler avec les deux ensemble, c'était l'enfer.

Une enquête rigoureuse

«Notre rôle était de vérifier d'abord s'il y avait bien eu harcèlement, explique Gilles Lamontagne. Ensuite, de voir si la sanction n'était pas exagérée; car entretemps, le travailleur avait été congédié, et nous avons déposé un autre grief.» Le principal intéressé, interrogé par le syndicat, ne comprenait pas ce qu'on lui reprochait. Il admettait tous les gestes et paroles qu'on lui attribuait, mais ne les interprétait pas comme du harcèlement. C'était pour rire, pour mettre de l'atmosphère, disait-il.

Les trois femmes ne l'entendaient pas ainsi. Il n'y avait rien de drôle dans ces farces qui les rabaissaient. Leurs conjoints ne trouvaient pas ça drôle non plus. L'une d'elles en a fait une dépression. Elle se disait d'ailleurs prête à démissionner si jamais le harcèlement revenait au travail.

«Avec les coupures de postes dans le réseau de la santé, sa réaction nous a éclairés sur le degré de gravité», commente Gilles Lamontagne. L'exécutif syndical a alors décidé de retirer les deux griefs, une décision entérinée ensuite par l'as-

semblée générale par 39 voix contre une. «Plusieurs hommes sont intervenus pour appuyer la proposition de l'exécutif», raconte-t-il.

La difficile neutralité

«Ce que j'ai trouvé extrêmement difficile, c'est de devoir adopter une attitude neutre et distante vis-à-vis des filles au lieu de leur offrir l'appui du syndicat, raconte Gilles Lamontagne. C'était vite apparu évident qu'il y avait eu véritablement harcèlement et qu'elles avaient vécu quelque chose de très pénible. Mais tant que l'enquête n'était pas terminée, le syndicat ne pouvait se lier à aucune partie, pour conserver sa crédibilité...»

Le tribunal du Travail a donné raison au syndicat. Certains travailleurs, qui s'adonnaient à des pratiques semblables, ont commencé à se remettre en question. «La décision du tribunal démontre que notre syndicat est là pour appuyer les travailleuses qui subissent des conditions malsaines. Et j'en suis très fier», de conclure Gilles Lamontagne.

Cela doit changer

Les solutions ne sont pas toutes faites; nous savons que la pensée magique n'a pas davantage sa place dans le domaine économique que dans d'autres.

Mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras devant la progression de la pauvreté, devant la réduction de nos protections et de nos droits, devant l'élargissement du fossé qui sépare les moins bien nantis des mieux nantis, devant le partage de plus en plus inégal des richesses, détournées au profit d'une infime minorité, au détriment de cette immense majorité que nous retrouvons dans nos syndicats, dans nos groupes féministes et populaires, chez les jeunes et dans nos organisations communautaires.

Jusqu'à présent, ce ne sont pas les banquiers, ni les financiers qui ont fait les frais de cette crise. Jusqu'à présent, ce sont surtout les travailleuses et les travailleurs, les chômeurs et les chômeuses, les personnes assistées sociales qui ont payé, à coups de baisses et de gels de salaires, à coups de fermetures d'usines et de mises à pied, à coups de diminution de prestations, à coups d'humiliations répétées, à coups de programmes coupés.

À compter de maintenant, cela doit changer. Il faut passer à l'action dans la construction d'un Québec solidaire.

— Manifeste du Forum de la solidarité sociale, mars 1994.

De cotes et de kilowatts

Assurément, un peuple qui produit des Jean Chrétien, des Stéphane Dion et des Guy Bertrand est un peuple qui ne peut pas mourir, tant il est vrai que l'accumulation de conneries ne peut faire autrement que de tenir son monde bien éveillé.

Disons aussi que ce peuple ne veut pas mourir non plus. La seule pensée de disparaître avec comme dernière vision trois histrions de cet acabit nous garde bien vivant.

À Vancouver, participant à des mondantés avec lesquelles il est tellement à l'aise et se tenant à l'ombre de son mentor Pierre Elliott, Jean Chrétien a proclamé rien de moins que l'heure n'était plus à la défense et à la promotion des «identités culturelles distinctes».

God is an American... Chrétien a trouvé le slogan de la prochaine campagne des libéraux: Fondons-nous dans le moule!

Pourquoi s'arrêter sur un chemin aussi

merveilleusement fleuri? Continuons donc.

Ainsi, il faut s'attendre de voir Guy Bertrand offrir ses services au successeur de Clyde Wells. Belle cause à l'horizon, soufflée à l'oreille de Terre-Neuve par le fier canadien Stéphane Dion: il pourrait venir à l'esprit de cette province — devenue canadienne à son corps défendant, en 1949 —, de nous couper le courant. Rien de moins!

L'homme n'a jamais levé le nez sur une cause payante. D'autant plus que la télévision, surtout la radio-canadienne, s'est transformée en groupie de ce disciple de Thémis spécialisé dans les virages à 190 degrés, contribuant ainsi de façon extraordinaire à la hausse des cotes d'écoute de Stéphane Bureau à TVA.

C'est ainsi qu'on peut affirmer que Bernard Derome est la dernière victime de Me Guy Bertrand.

Michel Rioux



LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Coordination
Jean-Pierre Paré
Michel Rioux

Conception graphique
Jean Gladu

Rédaction
Robert Boucher
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Thérèse Jean
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Vincent Martineau

Jean-Pierre Paré
Michel Rioux
Jacqueline Rodrigue

Mise en page
Jean Gladu
Jean-Pierre Paré

Photographe
Alain Chagnon

Caricaturiste
Gité

Soutien technique
Lyné Beaulieu

Impression
Imprimerie de la CSN

Distribution
L'équipe du congrès



Le petit monde du Pavillon Saint-Dominique

Michel Rioux

C'étaient de petites gens, des personnes modestes que ces employé-es du Pavillon Saint-Dominique, une maison pour personnes âgées située dans la partie cossue de ce qui s'appelait encore le boulevard Saint-Cyrille, à Québec. Des gens modestes qui, prenant leur courage à deux mains, avaient osé parler de se donner un syndicat affilié à la CSN, à la fin des années soixante. Le 19 mars 1972, fête de saint Joseph, ils avaient déclenché une grève. Au nom de la charité, ils en enduraient vraiment trop.

Surtout de la part de l'économiste, Soeur Jeannette Bouchard. Celle qui tenait les cordons de la bourse et maniait le fouet contre les travailleuses et les travailleurs à qui elle disait faire la charité en les engageant, même s'ils étaient payés trop souvent sous forme d'indulgences plénières. «*C'est une charité que la communauté vous fait de vous employer: vous lui devez soumission et reconnaissance*», disait Soeur Bouchard à ses employé-es.

Au président du syndicat, Téléphore Ferland, elle avait lancé, méprisante: «*Vous avez 55 ans. Vous ne pourrez plus vous trouver de travail ailleurs si je vous renvoie.*» À un autre employé qui se plaignait de faire trop d'heures, elle avait répliqué: «*Jésus a souffert plus que vous autres et ne calculait pas le temps supplémentaire.*»

Au nom de la charité

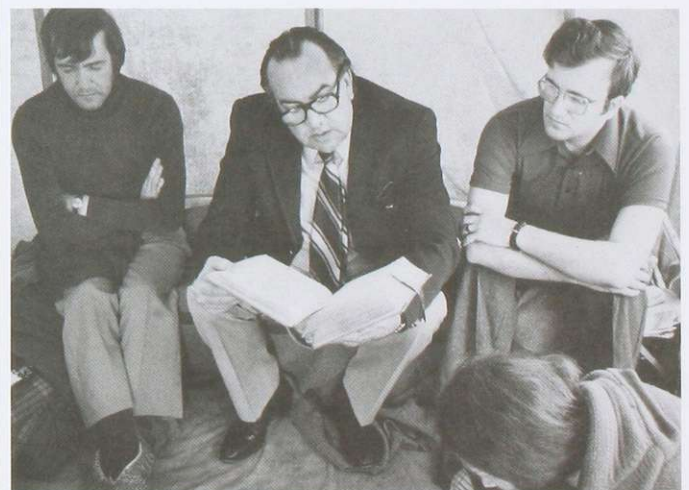
C'est au nom de la charité chrétienne que cette soeur économiste a tout balayé sur son passage, devenant pour la communauté chrétienne de Québec un objet de scandale. Elle a résisté à toutes les pressions: celle des employé-es, du ministère du Travail, en s'acoquinant au procureur le plus antisindical du moment, Me Jean Letarte, du Cardinal Maurice Roy, de la Sacrée congrégation des religieuses et des religieux, de la Curie romaine. Rien dans son action ne s'inspirait des enseignements de la doctrine sociale de l'Église.

Cela dura sept années, au terme desquelles ces hommes et ces femmes modestes durent baisser pavillon: ils ne l'auraient pas, leur syndicat.

Ce ne furent pas les efforts qui manquèrent, cependant. La communauté chrétienne de

Québec s'était mobilisée derrière ces humbles travailleuses et travailleurs. Des religieux de l'Ordre des capucins, par exemple, ont fait une grève de la faim, au printemps 1973, dans une tente dressée d'abord sur le terrain des Dominicaines, qui les firent expulser par la police. Ils déménagèrent en face, chez les Jésuites, qui les firent mettre dehors. C'est finalement un grand bourgeois de la rue Bourlamaque qui devait leur accueillir.

Marcel Pepin s'était rendu à Rome pour porter le dossier en haut lieu, en septembre 1973. Mais après avoir accepté dans un premier temps de le



Le président de la CSN Marcel Pepin avait lu des passages de la Bible dans une tente où des religieux de l'Ordre des capucins faisaient une grève de la faim pour appuyer les employé-es du Pavillon.

De la fin novembre à la fin décembre 1973, les employé-es du Pavillon Saint-Dominique ont occupé les locaux de l'archevêché de Québec.

rencontrer, les autorités romaines devaient refuser de le recevoir.

L'archevêché occupé

L'action la plus spectaculaire demeure cependant l'occupation de l'archevêché de Québec par les grévistes. Une occupation qui dura plus d'un mois, de novembre à la fin décembre 1973. Isolés au second étage de l'édifice, ils leur fallait hisser des paniers de provisions avec une corde, les portes étant gardées par des agents de sécurité. Le soir de Noël, ils avaient demandé qu'un prêtre ouvrier vienne leur dire la messe. Requête refusée par l'archevêché.

Quelques semaines après l'épilogue de cette lutte, les Soeurs franciscaines de Baie Saint-Paul retournaient, signé, le projet d'une première convention que leur avait fait parvenir le conseiller syndical Jean-Paul Boucher, de la FAS.

La lutte de Téléphore Ferland et de ses camarades avait profité aux travailleuses et aux travailleurs de Baie Saint-Paul. Tout repose sur tous.

Urgence: resserrer notre projet et nos solidarités

Propos recueillis par Jacqueline Rodrigue et Luc Latraverse

Pour aborder la question cruciale du Sommet socio-économique sur l'avenir du Québec qui se tiendra cet automne, *Le Quotidien du congrès* a réuni Benoît Fortin, de Solidarité Populaire Québec, Bertrand Harvey, président du Syndicat des pâtes et papier d'Alma, René Lachapelle, président du Conseil central de la Montérégie, Gilles Gadbois, vice-président du Conseil central du Montréal métropolitain et Patrice Savignac, du Comité des jeunes de la CSN.

Pour Benoît Fortin, même si nous sommes à la merci du calendrier du gouvernement, la conférence socio-économique sur l'avenir du Québec a été une occasion unique et privilégiée pour tout le monde qui prône un projet de société différent — que ce soit le socio-communautaire, les syndicats, les aîné-es, les groupes de femmes et les étudiants—, de se faire reconnaître et de travailler ensemble. «On a connu quelques ratés et quelques heurts, mais cette expérience politique nous démontre qu'on ne peut pas improviser sur ce terrain-là».

Augmenter notre cohésion

«Notre assemblée générale a été critique face à cette première participation au sommet. Nous déciderons ultérieurement de notre participation à l'automne et ce, en regard de notre capacité à développer plus de cohésion et tenter d'établir un front commun social face au gouvernement, autour d'une plate-forme contenue dans la Charte d'un Québec populaire et solidaire», a-t-il poursuivi. Pour les participants à la table ronde, c'est à l'arraché que nous avons obtenu un consensus sur l'étalement sur quatre ans du déficit zéro, mais on n'a rien gagné sur les moyens pour atteindre cet objectif. «On ne dit pas qu'il ne faut plus retourner là, mais il faut se préparer et dans cette perspective, le Forum de la solidarité sociale sera très important pour nous», de dire Benoît Fortin.

Bertrand Harvey, qui n'a pas assisté au sommet, abonde dans le même sens. «La seule bonne nouvelle, c'est que la facture du déficit sera étalée dans le temps. La mauvaise, on le constate déjà avec le budget, c'est encore nous qui allons la payer. Bien sûr, le gouvernement parle d'éliminer des abris fiscaux mais pour l'instant, les seules choses auxquelles il s'est attaqué, ce sont les fonds d'investissement des travailleurs et les cotisations syndicales.»

Le terrain de l'emploi

René Lachapelle considère lui aussi que, dans la foulée du sommet, le budget a été décevant. Il estime par contre que nous avons marqué des points. «Les pressions que nous avons exercées ont quand même fait en sorte qu'au Québec, on ne s'en remet pas à des remèdes comme ceux administrés en Alberta ou en Ontario et que les attaques contre le filet de sécurité sociale et certains droits collectifs sont moins draconiennes. Aussi faut-il voir positivement l'entrée en scène des groupes populaires dans l'arène des grands interlocuteurs traditionnels. Ça fait longtemps qu'on parle de solidarité et leur participation représente un gain. Le congrès de la CSN tombe d'ailleurs à point, car c'est le moment de consolider et de parfaire ce tissu de solidarités nouvelles.»

À Montréal, c'est la catastrophe

Du côté du Montréal métropolitain, on est très déçu des résultats du sommet, alors que sont écartés les organismes du milieu du chantier de l'emploi pour s'en remettre strictement aux grands patrons, comme le souligne Gilles Gadbois: «Ce qui est inquiétant, c'est qu'au sommet, il n'y avait pas de consensus sur la relance de l'emploi. Pire encore, dans le cas de Montréal, le gouvernement a confié le tra-

vail aux grands patrons et à ceux qui, par-dessus le marché, sont complètement absents de la concertation régionale. Ces grands patrons prônent des solutions «style grands projets», qui sont la source même des problèmes que connaît la région métropolitaine au chapitre du développement économique et régional. Pourtant, plus que jamais il se fait du travail sur le terrain pour dégager d'autres consensus et d'autres pistes de solution mieux adaptées. Le seul lieu où cela sem-

ble vouloir se dessiner comme du monde, c'est le chantier de l'économie sociale où les groupes populaires et syndicaux ont été associés.»

Les jeunes veulent s'asseoir à la table

Patrice Savignac souligne que les associations étudiantes invitées au sommet ne représentent même pas 40% des jeunes. C'est pourquoi, la veille du sommet, s'est tenue une conférence parallèle des jeunes: «Nous avons été en-

thousiasmés par l'atmosphère de cette rencontre parallèle et par les consensus qui s'y sont dégagés, même avec les Jeunes chambres de commerce. On veut faire reconnaître des droits pour les jeunes, notamment en ce qui concerne l'accès à la syndicalisation. L'accréditation multipatronale, dans un environnement de travail où les jeunes se retrouvent surtout dans de petites entreprises, c'est très important. D'autre part, nous allons nous opposer farouchement à la volonté du gouvernement de fusionner le Conseil permanent de la Jeunesse avec celui des aîné-es et celui de la famille. Le message est passé au ministre Boisclair: le gouvernement doit maintenir sa mission à l'endroit des jeunes.»

Occuper le terrain

Pour Benoît Fortin, il est très important d'occuper le terrain et d'exercer un rapport de forces si on veut que le gouvernement nous prenne au sérieux. «Il y a des rendez-vous importants où nous devons manifester notre présence comme les 1^{er} et 2 juin, avec les groupes de femmes, et au Forum de la solidarité sociale, où nous devons nous rallier derrière une plate-forme claire et partagée. Au moment du sommet, il doit y avoir une grosse manifestation. Il y a également nos interventions touchant la réforme de la fiscalité, le livre vert sur la sécurité du revenu et la loi sur l'élimination du déficit. Nous avons mis sur pied des tables de travail pour coordonner et articuler nos positions dans ces divers domaines avec les partenaires.» Aussi, pour Bertrand Harvey, il apparaît primordial de se concentrer sur des priorités derrière lesquelles les gens peuvent se mobiliser, et non 250 demandes.

Faire peser notre poids démocratique

Tout en soulignant à nouveau l'importance des priorités, Bertrand Harvey fait ressortir une clé importante de notre rapport de forces: «Il faut faire sentir au gouvernement

que contrairement aux gens d'affaires qui rendent des comptes à leurs seuls actionnaires, nous, nous représentons une large base que nous consultons et qui nous donne des mandats. Nous constituons le plus important groupe représentatif de l'électorat et il doit le réaliser.»

René Lachapelle estime quant à lui que le congrès de la CSN est déterminant au plan de la sensibilisation et de l'implication des syndicats pour que cela se concrétise dans une véritable et indispensable mobilisation à l'automne: «Il ne faut pas oublier qu'on vient de se faire passer la réforme de l'assurance-chômage sur le dos par un rouleau compresseur que nous avons été incapables de ralentir. Nous mobiliser derrière notre projet, c'est un défi. Il faut être bien conscients que les patrons eux, ont déjà les deux mains dans l'assiette à beurre.» Pour Gilles Gadbois, un des moyens incontournables pour y parvenir, c'est un travail d'information soutenu auprès des gens: «Il faut produire des outils d'information adaptés et simples, qui expliquent à nos membres ce que nous défendons. Incidemment, dans un sondage auprès de nos syndicats, il s'est avéré que ceux qui ont été impliqués dans une démarche de réorganisation du travail sont plus ouverts à se mobiliser sur autre chose que la seule convention collective, notamment des démarches de concertation avec des groupes extérieurs à l'entreprise, dans leur milieu.»

Ainsi, tous conviennent de l'importance de faire les débats dans nos rangs et de se préparer pour les suites du sommet. Tous font ressortir aussi la nécessité de trouver les points sur lesquels nos intérêts convergent afin de pouvoir resserrer notre projet et nos solidarités.



De gauche à droite, Benoît Fortin, Bertrand Harvey, René Lachapelle, Gilles Dubois et Patrice Savignac. De dos, Jacqueline Rodrigue et Luc Latraverse, du Quotidien du congrès.

Que pensez-vous des positions et des actions de Me Guy Bertrand?

Lise Gervais, Centre de formation populaire de Montréal



Je trouve ça délirant. Il y a quelque chose de surréaliste dans la démarche de la personne,

ainsi que dans tout l'argent et tout le sérieux qu'on met à discuter de cela devant les tribunaux et dans les médias. Mais en même temps, ça peut paraître sympathique de voir un gars seul se lever, comme un chevalier, pour contester le gouvernement du Québec. Mais dans le fond, nous savons fort bien qu'il est appuyé par les forces fédérales et Ottawa. Au fait, c'est quoi le problème avec sa *moman* pour vouloir attirer l'attention comme ça?

Nicole Fournier, secrétaire médicale au CLSC de Châteauguay



J'en ris. C'est un peu ridicule. Pourquoi? Parce qu'on utilise ce procédé pour

réactualiser le débat constitutionnel. Dans le but que le fédéral en tire profit. Demain, ils vont trouver d'autres choses pour faire parler de la question, toujours dans le but d'en tirer avantage. À mon avis, cette démarche-là ne peut pas se substituer au caractère légitime, démocratique d'un référendum. Je suis pour la démocratie, c'est pas pour rien que je suis CSN!

Bertrand Harvey, Syndicat des travailleurs des pâtes et papier d'Alma



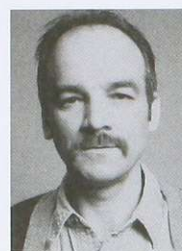
Bertrand? Il est en manque de popularité. Il penche du côté de l'argent, comme beaucoup d'avocats. C'est un opportuniste. Il se sert de ça pour sa carrière. Faut se souvenir qu'il n'a jamais poigné quand il s'est présenté aux élections par le passé. Il visait la direction du PQ et maintenant, il veut être à la droite de Chrétien. On voit bien que son vrai but, c'est un contrat à long terme. Pour le reste, même si la cour venait à dire que c'est pas légal de faire la souveraineté, pour moi c'est légitime et on va la faire quand même!

Alain Duchesne, président du Syndicat de l'alimentation du Provigo de Baie-St-Paul



Tout ça, c'est une belle connerie! Et puis Bertrand, c'est une *guidoune*! Et une vraie girouette. Tu peux changer d'idée dans la vie, mais virer de bord à ce point-là, c'est grave. On se demande à la solde de qui il est? À qui s'est-il vendu? Et puis pourquoi le fédéral se colle comme ça à lui? De toute façon, c'est pas à la cour de nous dire quoi faire. Même si la cour lui donnait raison, c'est à nous, comme peuple, de décider de notre avenir, et à personne d'autre.

Jean-Guy Boucher, employé d'entretien ménager au Centre hospitalier de soins de longue durée de Saint-Louis des Ha! Ha!



C'est un souverainiste qui a viré son capot de bord. Je ne suis absolument pas d'accord avec la démarche qu'il a entreprise devant les tribunaux. Un référendum, c'est démocratique. Guy Bertrand doit respecter le choix du peuple. Dans un cas comme ça, les décisions juridiques ne doivent pas remplacer celles qui sont politiques et qui sont les choix des citoyens.

Cécile Couture, responsable à la condition féminine et à l'action, Syndicat du personnel clinique du CH La providence



Bertrand, si c'était juste avec son argent à lui, il n'aurait jamais fait tout ça. Il doit être financé par le fédéral. Et ça me pue au nez de penser qu'on utilise mes impôts pour financer ça. Demander à la cour de décider à notre place, c'est un déni de démocratie. Ça va servir à quoi d'élire un gouvernement si ce sont les juges qui décident d'une question aussi importante. Son intérêt personnel passe avant tout. Il se tète une job au fédéral. C'est un arriviste politique: quand ça passe pas d'un bord, il va de l'autre. Mes parents auraient dit que c'est un vire-vent, vire-la-poche.

Vous songez à délaissier la cuisine chinoise ou internationale? À quelques enjambées du Palais des congrès, il y a la *Brasserie à la UNE*. Près de *La Presse*, au 43 rue Saint-Jacques, à l'ouest de Saint-Laurent, on vous sert, à des prix de brasserie, menu du jour, club sandwich, hamburger steak, hot dogs, omelette espagnole, steak contre filet, etc. Prenez le temps d'admirer quelques belles UNes de *La Presse*, accrochées aux murs, dont celle du samedi 12 septembre 1908 sur *La chasse aux canards*, ou encore celle du 25 août 1906 sur *Les étoiles filantes*. Des oeuvres d'art! À voir également, les UNes des quotidiens québécois, de *l'Osservatore Romano* et de la *Pravda*.

Vous voulez vous éloigner du quartier chinois et du Vieux-Montréal? Deux choix pour jeudi soir. Le premier, la célèbre *Taverne de l'inspecteur Épingle*, au coin de Saint-Hubert et Duluth, tout près du restaurant grec *Chez Panos*. L'ambiance y est cool et le magnétophone diffuse toujours de la bonne musique. Les murs vous proposent toujours des oeuvres d'artistes-peintres. Très intéressant!

Le second choix devrait intéresser les amateurs de jazz actuel, le style funk quoi. *Le Quai des brumes*, sur Saint-Denis, au sud de Mont-Royal, présente le groupe *Burdock Bitter*, jeudi, à 22 heures. Entrée \$4.00.

Michel Crête

La CSN devrait accorder son support aux Indiens du Chiapas

Vincent Martineau

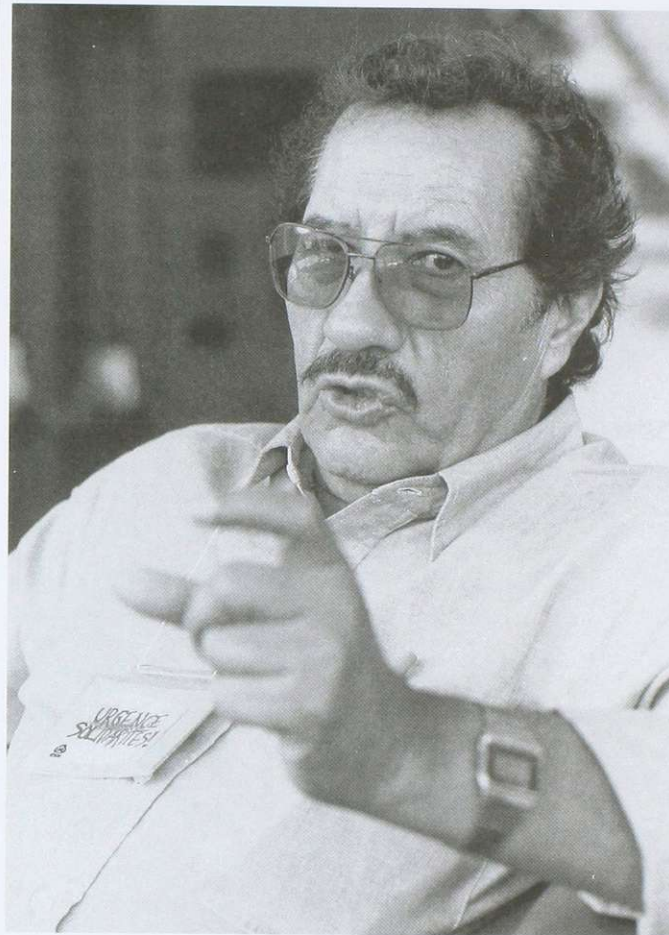
Dans les prochaines semaines, la CSN devrait envoyer un message au gouvernement mexicain pour qu'il suspende toute action d'intimidation et de répression contre les communautés et les peuples indigènes dans l'État du Chiapas, au Mexique.

Le Front authentique des travailleurs du Mexique (FAT), qui représente 40,000 travailleurs, demandera l'appui du 58^e congrès de la CSN pour le respect intégral de la Loi pour le dialogue, la conciliation et la paix avec les Indiens du Chiapas. «*Leur révolte tire son origine des conditions d'exploitation, de misère et de marginalisation auxquelles ils ont été soumis depuis toujours. Nous croyons que la lutte de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) pour la justice, la liberté et la démocratie est pleinement justifiée*», souligne Alfredo Dominguez.

De plus, le FAT demande à la CSN d'exiger la libération immédiate de Sébastien Entzin, de Javier Elorriaga et de tous les prisonniers et prisonnières politiques présentement accusés d'appartenir à l'Armée zapatiste de libération nationale. «*Nous sommes venus au Congrès de la CSN pour maintenir nos liens de solidarité. Nous demandons ainsi une action de la CSN pour que la justice et la paix soient respectées au Mexique, mais plus particulièrement au Chiapas*», précise M. Dominguez.

Aléna

Selon Alfredo Dominguez, la signature de l'Accord de libre échange nord-américain a mis le Mexique dans une très mauvaise situation économique. Lors de l'entrée en vigueur de l'Aléna, le Mexique semblait faire partie désormais du club des pays développés. Cependant, ce n'est pas ce qui s'est produit. «*Dès*



Alfredo Dominguez

les premiers mois d'entrée en vigueur de l'Aléna, le gouvernement américain a maintenu une politique protectionniste qui empêche la libre circulation des biens. Dernièrement, le gouvernement du Canada et du Mexique se sont réunis pour tenter de trouver une solution pour contrer cette politique. Malgré tout, il est évident que le Mexique ne peut concurrencer une économie comme celle des États-Unis, ou même celle du Canada, qui lui est 25 fois supérieure», a expliqué le représentant du FAT.

Suite à la chute vertigi-

neuse de la valeur du nouveau peso en 1994 (près de 60% en quelques jours), le gouvernement a annoncé le lancement d'un autre plan d'austérité qui faisait augmenter les taxes et les services gouvernementaux de 15 à 100%, mais augmentait seulement de 10% le salaire minimum. «Le gouvernement mexicain avait promis qu'avec l'Aléna nous aurions de meilleurs emplois en plus grand nombre, de meilleurs salaires et que le Mexique deviendrait un pays compétitif sur les marchés internationaux. Cependant, on constate que les filia-

les des multinationales sont les seules entreprises qui ont augmenté le nombre d'emplois.»

Les conditions de travail des Mexicains sont de plus en plus difficiles; 53% de la population active est en chômage ou sous employée. Ils survivent dans ce qu'on appelle l'économie informelle. Dans les dix dernières années, on a fermé environ 10 000 petites et moyennes entreprises, qui sont le principal employeur du pays, et le pouvoir d'achat a chuté de 70%.

Nous assistons actuellement à l'émergence d'une nouvelle forme de syndicalisme, l'ancienne étant à l'agonie parce que le système corporatif mexicain ne permettait pas la liberté syndicale. Le premier mai dernier, des centaines de milliers de travailleurs se sont mobilisés dans plusieurs parties du pays. Dix organisations importantes, membres du Congrès du travail, un appareil corporatif du gouvernement, ont décidé de manifester. Les organisations présentes lors de cette manifestation avaient les mêmes revendications.

«*Nous voulons le démantèlement du système corporatif. Nous dénonçons le modèle économique néolibéral et la politique gouvernementale. Nous demandons aussi de nouvelles sources de travail, ainsi que de meilleurs salaires, et nous sommes très solidaires des Zapatistes du Chiapas. À la suite de ce regroupement, nous avons l'intention de créer un mouvement syndical beaucoup plus large*», a conclu Alfredo Dominguez.

ENQUÊTE

La confiance règne

Selon l'enquête GRT-CSN, interrogés sur le pouvoir de leur syndicat, 44,9% des répondants des gros syndicats, 29,4% des syndicats de 50 à 249 membres et 27,3% des petits syndicats estiment qu'il a diminué au cours des trois dernières années; c'est dans le secteur des services privés que ce pouvoir a le moins diminué. Les membres de la CSN croient à 80% que leur syndicat tient compte de l'opinion de ses membres. En conséquence, 77,5% des membres des gros syndicats, 83,1% des membres des syndicats de taille moyenne (50 à 249 membres) et 84,8% des membres des petits syndicats font confiance à leurs représentants syndicaux pour défendre leurs intérêts; 52% participent à toutes ou à la plupart des assemblées syndicales. Enfin, 61% estiment que leur syndicat leur en donne pour leur argent.

Fondation-Bâtirente

Une famille qui grandit

Marc Laforge

La CSN a donné un petit frère à Bâtirente, le 24 janvier, par le coup d'envoi de Fondation. Les deux font très bon ménage et sont appelés à grandir vite! Très vite, osons-nous espérer.

Déjà, le REÉR collectif **Bâtirente** compte plus de 16,000 membres et l'épargne collective accumulée atteignait, fin décembre, la somme de \$68,938,171. Ce bilan a été présenté hier aux participants à l'assemblée de Bâtirente. Et quelle année! Dans la section

obligations, Bâtirente s'est classé, pour ses rendements d'un an, trois ans et cinq ans au troisième rang sur les 10 meilleurs fonds recensés par le quotidien *The Globe and Mail*. Au chapitre de la section diversifiée, Bâtirente, avec un rendement de 19,1%, s'est classé au-dessus de la moyenne de 14,7%.

De son côté, **Fondation** a obtenu des souscriptions totalisant plus de \$7 millions! Les Responsables Fondation



(RF) s'attaquent maintenant à la souscription par la déduction à la source. Des dispositions sont déjà incluses, notamment, dans les conventions du soutien cégep et scolaire, des affaires sociales, des techniciennes, de la FPPSCQ et de la FNEEQ.

Règlement au Cimetière Côte-des-Neiges

A la suite d'une session de négociation marathon dans la nuit de lundi à mardi, les employés du Cimetière Côte-des-Neiges (FEESP-CSN) ont conclu une entente de cinq ans. Elle prévoit des augmentations de salaire de 12,5% et une clause d'indexation si l'IPC dépasse les 3%. La centaine de travailleurs obtiennent, entre autres, un REÉR collectif avec contribution de l'employeur, un contrôle partagé du régime d'assurances, une assurance invalidité longue durée, des soins dentaires pour les travailleurs saisonniers, la priorité d'embauche pour les femmes et une clause contre la sous-traitance. **M.L.**

«Moi, je suis un crack du syndicat!»

Concours

Plusieurs délégué-es ont compris qu'on pouvait compléter les bulles des jours précédents. Brillant! Vous pouvez faire la même chose. Même si le choix se fait de plus en plus difficile à cause de la quantité et de la qualité des commentaires recueillis, nous vous encourageons fortement à ne pas lâcher.

Quelques courts extraits des propos d'hier: *j'ai découvert... Un travail laborieux mais combien enrichissant... Un ensemble de défis passionnants... Une grande solidarité collective... Que militer, on fait ça par coup de coeur, presque par amour... Des gens préoccupés par les façons possibles d'améliorer la vie de leurs camarades...*

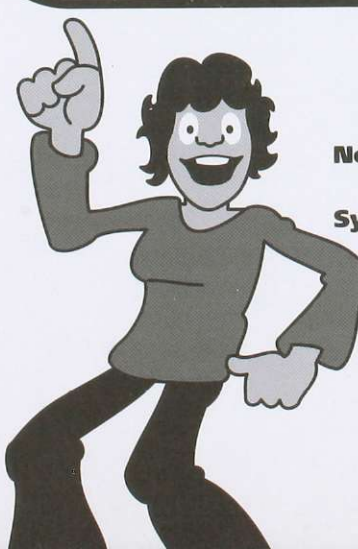
L'importance de travailler en équipe à la recherche de solutions empreintes des valeurs syndicales de démocratie, d'équité et de solidarité...

Les trois gaminets ont été gagnés cette fois par:

Danièle Lecavalier, SNE Sainte-Justine
Micheline Lépine, S.E. Centre d'hébergement Donnacona
Linda Higgins, S. Ens. CEGEP Lévis-Lauzon

Faut venir les chercher au kiosque de l'accueil au retour du dîner. Bravo! C'est là aussi qu'on trouve la boîte du concours.

En l'an 2000, il sera toujours nécessaire de se syndiquer parce que...



Nom _____

Syndicat _____



Y paraît que...

J'ai peur que tu m'arraches le coeur!

Six heures. Je prends mon premier café avec mes fleurs. Je souris au lilas, compatis avec les tulipes qui ont mal à leurs pétales qui commencent à joncher le sol, enlève quelques brins de fol avoine qui narquent les oeillets et placote gentiment avec un pissenlit à la crinière jaune, le seul qui ait résisté au sarclage. «J'ai peur que tu m'arraches le coeur», qu'il me dit. Je lui réponds que j'aime son petit look de mauvaise graine de punk et que je ne lui ferai pas la même job que les policiers de la rue Saint-Laurent. Résiste, man, résiste.

...

Le croissant fait son frais, Réal a les yeux petits

Sept heures. Je prends un café dans le village gai. Parce que le café y est toujours de bonne humeur... en plus d'être plus chaud là qu'ailleurs. Je vais ensuite chercher mon croissant à La Morille: il fait son frais comme tous les matins. J'entre à l'édifice de la CSN. Réal fait le gardiennage. C'est sa troisième nuit de douze heures. Daniel, Michel et Georges viennent de quitter l'imprimerie. Le *Quotidien* doit être rendu au Palais des congrès. Il y en a qui travaillent la nuit pour que d'autres travaillent le jour. Travaille, man, travaille.

...

Montre-moi ton trophée et je te dirai qui tu es

Huit heures. Je prends un café au Service de la distribution. Il y a plus de 40 000 conventions collectives de la FAS à envoyer dans le champ. André Tremblay s'en occupe avec l'aide de deux grévistes de Daily Freight. À côté de son bureau trône un gros trophée: celui qui va au gagnant du tournoi de golf de la CSN. «Il y a des fois que je dis au monde que c'est le trophée de l'em-

C'est pas parce qu'on parle de vous que c'est vrai

ployé de la semaine à la CSN et que c'est moi qui l'ai gagné. C'est bon pour mon ego et puis ça ne fait de mal à personne.» Souris, man, souris.

...

La CSN est en congrès, mais la vie, elle continue

Dix heures. Je m'arrête au Conseil central de Montréal. Je fais un brin de jasette avec la téléphoniste, France Pelchat. Je pique une peppermint à Johanne Lavigne. L'équipe de défense est là au complet. Il y a 28 auditions de prévues cette semaine. Une quarantaine de communications sont parvenues par fax ce matin. La vie continue. «On va faire un tour au congrès à tour de rôle, car il faut assumer une permanence en tout temps. Dans nos dossiers, on ne sait jamais ce qui va nous tomber sur la tête.» Lâche pas, fille, lâche pas.

...

C'est pas parce que je ne suis pas là que je ne travaille pas! Midi. Le Couche-tard arrive dans la salle du *Quotidien du Congrès*. Des yeux soupçon-

neux lui jettent un regard suggestant qu'il ne s'était peut-être pas couché tôt. Oui, j'ai travaillé. Ben c'est ça, travaille encore, man, travaille.

...

Il y avait des sandwiches au saumon

Quinze heures 30. Ils s'énervent. Quand est-ce que je vais avoir fini! Je n'ai pas eu le temps. Il a fallu que j'aie à l'assemblée de Fondation, que j'aie donner un gros bisou à ma blonde, que je fasse un tract. Et le boutte du boutte, c'est qu'il n'y avait plus de sandwich au saumon fumé quand je suis allé à l'assemblée de Fondation. Mange du Paris-Pâté, man, mange du Paris-Pâté.

...

Heureusement qu'à chaque journée suffit sa peine

Au moment où vous lirez ces lignes, je serai déjà allé dire bonjour à ma mauvaise graine de punk de pissenlit. Je lui fais de l'espace pour survivre. Je vous en donnerai des nouvelles. Des bonnes, c'est sûr!

MESSAGES ET ANNONCES CLASSÉES

À Christian, du Centre d'entraînement à la vie de Chicoutimi. T'as pas le droit de refiler aux autres les réponses du jeu de l'organisation. Bonne fête pour tes 46 ans. Louis-Serge. Ref. 647

Dame mature cherche un bénéficiaire pour son REÉR Bâtirente. Préférence pour une personne ayant le sens de l'humour. Ref. 262

Pissenlit à adopter. Recherche des parents prêts à le dorloter. Apprécierait avoir des soeurs et des frères. Contacter le Couche-Tard. Réf. 999

Un portefeuille égaré depuis le congrès de 1992 recherche désespérément sa propriétaire Rachel Doré, de Saint-Tite. Si Rachel s'en ennuie, elle peut contacter le service d'ordre. Réf. 007

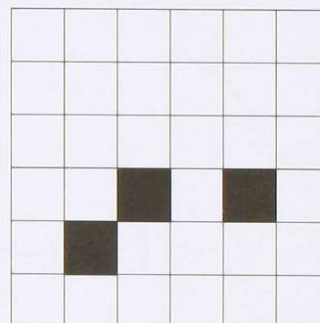
À 8 H 10, LES GAMINETS AVAIENT ÉTÉ RÉCLAMÉS

Nos gagnants d'hier: Lucie Hôp. Sainte-Justine; Gilbert, CH Chicoutimi; Serge, Institut Raymond Dewar; André, Institut Albert Prévost; Rosaire, CH N.-D. de la Merci; René, CA Fernand-Larocque.

Il y a de plus en plus de Lève-Tôt. En effet, à 6 h 50, il y avait déjà une personne qui attendait avec les mots croisés déjà faits. Alors, faites vite!



Mots croisés



Horizontal

1. Ville du Québec.
2. Prénom féminin.
3. Visiteur inattendu et déplaisant.
4. Largeur d'une étoffe.
5. Bakounine en était un.
6. Saint Paul en a écrit quelques-uns qui sont célèbres.

Vertical

1. Avec un «s», c'est un divertissement plus qu'un sport.
2. On y vote.
3. Point cardinal. Du verbe avoir.
4. Du verbe boire.
5. Choisi par Dieu. Symbole de l'argon.
6. Coupe dans un mot lors des changements de ligne.

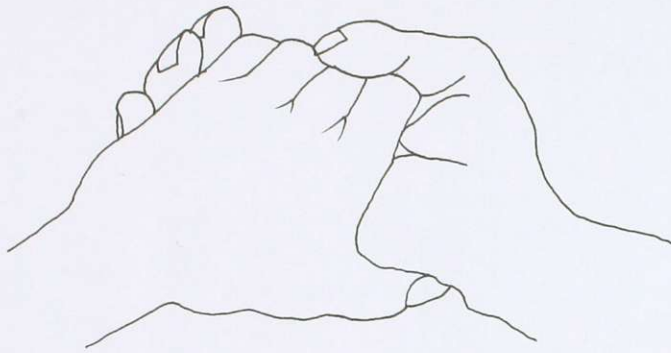
Réponse aux mots croisés d'hier

A	N	A	N	A	S
R	O	T	U	L	E
R	E	T	S		C
I		E		E	T
V	E	N	D	R	E
A	R	D	U	E	S



Rappel à l'ordre

Les salarié-es présents au congrès sont priés de modifier leurs habitudes. On sait qu'en temps normal, ils ne sont pas rapides pour aller chercher leurs messages. Mais ici, au congrès, il faudrait qu'ils se forcent un peu car le babillard sur lequel ils sont épinglés ne peut plus en prendre. Ça déborde.



Vous êtes un maillon de la chaîne humaine

C'est un devoir, à 12h30, aujourd'hui, de manifester notre solidarité à l'endroit des syndiqué-es de l'hôtel Méridien et de revendiquer du gouvernement québécois la restauration de l'article 45 du Code du travail. Vous êtes invités à vous joindre à la chaîne humaine autour du Complexe Desjardins. Le mouvement syndical tout entier est concerné par ce que vivent actuellement les employé-es du Méridien. L'opération concoctée par Place Desjardins Inc. (PDI) en est une de démembrement d'une entreprise dans le but de se débarrasser d'un syndicat CSN pour rabaisser les conditions de travail négociées.

Travailleurs d'usine demandés

L'équipe de recherche CINBIOSE, de l'Université du Québec à Montréal, mène une recherche sur les conditions de travail et leurs effets sur le couple. À cette fin, elle a besoin d'interviewer des travailleurs d'usine avec leur conjointe. Il s'agit d'une entrevue de deux heures à Montréal. Un montant de \$100 est accordé à chaque couple.

Les personnes intéressées sont priées de donner leur nom aujourd'hui au kiosque du Service de santé-sécurité-environnement. Les résultats collectifs de l'étude, tout en conservant confidentiel le nom des participants, seront communiqués à la CSN avec des recommandations.

Sixième université populaire d'été du CFP

Le monde syndical et populaire face à l'autoroute électronique

Le visage le plus spectaculaire de la révolution des communications des récentes années est sans conteste l'autoroute électronique. Mais qui en sont les utilisateurs? Quels usages en font-ils? Quelles possibilités offre-t-elle pour une démocratie plus participative? Approchons-nous de la démocratie directe, de la démocratie électronique?

Le travail tel que nous le connaissons est aussi touché par le phénomène. Quels en sont les effets sur la nature des emplois? Internet permet d'adapter des horaires de travail plus souples, d'innover dans le champ du télétravail, d'abolir un certain type de travail abrutissant. Mais en même temps, contribue-t-il à l'augmentation des emplois dits «aléatoires», à la dégradation des conditions de travail, à la réduction du coût de la main-d'oeuvre?

Toutes ces questions fort d'actualité, et plusieurs autres, seront abordées cet été par les participants à la sixième université populaire organisée par le Centre de formation populaire, dans le cadre enchanteur du camp Saint-Urbain, du 25 au 29 août. Des spécialistes de la question et autres invités du monde syndical et populaire y présenteront leurs expériences et leurs points de vue en la matière.

Renseignements:

842-2548

Faites vos jeux!

Le Syndicat des employé-es du Casino organise un Casino Staff Party le 26 mai, à Montréal. À gagner: un voyage à Las Vegas. Billets en vente à la pause-santé ce matin, à 11 heures. Demandez Santo. Il sera visible en haut de l'escalier roulant, dans le Foyer. Identifié avec une pancarte.

Pagette:

361-1860

Revoilà La grande rencontre

Du 20 au 23 juin, le festival de musique traditionnelle *La grande rencontre* fera entendre son rythme sur la Place du Marché Maisonneuve, à Montréal. C'est au son de la Bottine souriante que le festival prendra son rythme. Pendant quatre jours, nous vibrerons au son des violons et des accordéons, faisant foi de ce que la concertation avec le milieu peut aussi prendre la forme de la culture. Cette année encore, la CSN et le CCMM sont impliqués dans l'événement par la présentation, le 23 juin, d'une visite historique du quartier Hochelaga-Maisonneuve. En soirée: spectacle Carême et Mardi gras, avec Michel Faubert. Contactez Gilles Garand:

273-0880